



I B P T

INSTITUT BELGE DES SERVICES POSTAUX
ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

**CONSULTATION ORGANISÉE PAR LE CONSEIL DE L'IBPT À LA DEMANDE
DU MINISTRE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS
DU 9 MAI 2017
CONCERNANT LE PROJET
D'ARRETE ROYAL RELATIF A L'ENVOI D'UN MESSAGE TEXTE COURT EN
CAS DE DANGER IMMINENT OU DE CATASTROPHE MAJEURE**

MÉTHODE D'ENVOI DES RÉACTIONS AU PRÉSENT DOCUMENT

Délai de réponse: 7 juin 2017
Méthode pour répondre: À: consult.sg@ibpt.be
Objet: « référence (CONSULT-2017-A8) »

Personne de contact: Pierre-Yves Dethy, Conseiller (+32 2 226 87 66)

Les réponses sont attendues uniquement par voie électronique.

Vous êtes prié d'utiliser le [Formulaire de couverture à joindre à la réponse à une consultation publique organisée par l'IBPT.](#)

L'IBPT demande également que les commentaires se réfèrent aux paragraphes et/ou parties dont ils traitent.

Le document doit indiquer clairement ce qui est confidentiel.

1. Contexte

La présente consultation porte sur un projet d'arrêté royal qui vise à exécuter l'article 106/1, § 1^{er}, alinéa 4, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques :

[Art. 106/1](#). § 1^{er}. Les opérateurs qui fournissent des services de communications électroniques mobiles accessibles au public mettent leurs réseaux et services à la disposition de la plateforme centrale de communication du ministre ayant l'Intérieur dans ses attributions, de manière à permettre en permanence aux bourgmestres, aux gouverneurs de province, à l'autorité de l'agglomération bruxelloise compétente en vertu de l'article 48 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises et au ministre ayant l'Intérieur dans ses attributions, de diffuser des messages à la population pour l'alerter en cas de danger imminent ou de catastrophe majeure et pour l'informer afin d'en limiter les conséquences, ainsi que des messages de test.

Par danger imminent, il faut entendre un risque élevé de déclenchement imminent d'une phase communale, provinciale ou fédérale telle que définie par le Roi, d'acte imminent de terrorisme au sens de l'article 8, 1^o, b), de la loi organique du 30 novembre 1998 des services de renseignement et de sécurité, d'infraction terroriste imminente au sens de l'article 137 du Code pénal ou d'atteinte imminente à l'ordre public, à la sécurité ou la protection de l'intégrité physique des personnes à l'occasion d'événements diplomatiques ou protocolaires.

Une catastrophe majeure est établie lorsque le risque mentionné à l'alinéa 2 se réalise.

Le Roi détermine par arrêté délibéré en Conseil des ministres, sur la proposition du ministre et du ministre ayant l'Intérieur dans ses attributions, après avis de l'Institut, par type de service de communication électronique mobile, les modalités de l'obligation visée à l'alinéa 1^{er}, en ce compris le contenu des messages de test, la manière dont ils sont envoyés et la fréquence des tests.

§ 2. Afin de permettre la diffusion des messages dans une zone déterminée conformément au paragraphe 1^{er}, les opérateurs visés à ce même paragraphe sont autorisés à traiter les données de localisation se rapportant aux personnes qui se trouvent dans cette zone, même en cas d'absence de consentement de ces personnes ou de refus de ces dernières dans le cadre d'autres finalités.

Ces opérateurs détruisent ces données de localisation ainsi que les listes des identifiants relatifs à ces personnes dès qu'elles ne sont plus nécessaires pour la diffusion de messages à la population et après concertation avec la plateforme centrale de communication du ministre ayant l'Intérieur dans ses attributions.

- § 3. Les opérateurs visés au paragraphe 1er, alinéa 1er, prennent en charge les coûts :
- 1° des points d'entrée et de sortie sur leurs propres réseaux et services pour échanger des informations avec la plateforme centrale de communication;
 - 2° des adaptations de leurs propres réseaux et services qui sont nécessaires pour implémenter les modalités de fonctionnement fixées par le Roi conformément au paragraphe 1er;
 - 3° de diffusion des messages émanant de la plateforme centrale de communication vers la population concernée ainsi que tout autre échange d'information entre cette plateforme et les opérateurs;
 - 4° de diffusion des messages de test.

Ce projet d'arrêté royal impose un certain nombre d'obligations à charge des opérateurs mobiles afin que les autorités compétentes en matière de situation d'urgence puissent envoyer des SMS à la population dans une zone géographique délimitée, pour l'alerter en cas de danger imminent ou de catastrophe majeure et pour l'informer afin d'en limiter les conséquences.

2. Question

Les personnes répondant à la consultation publique sont invitées à répondre à la question suivante : que pensez-vous de l'utilisation de "BE-ALERT" comme CLI alphanumérique de l'expéditeur des messages ?

3. Annexe

Le projet d'arrêté royal comprenant le rapport au Roi est joint en annexe.

Axel Desmedt
Membre du Conseil

Jack Hamande
Membre du Conseil

Luc Vanfleteren
Membre du Conseil

Michel Van Bellinghen
Président du Conseil

KONINKRIJK BELGIË	ROYAUME DE BELGIQUE
FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE	SERVICE PUBLIC FÉDÉRAL ÉCONOMIE, PME, CLASSES MOYENNES ET ÉNERGIE
FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN	SERVICE PUBLIC FÉDÉRAL INTERIEUR
KONINKLIJK BESLUIT BETREFFENDE DE VERZENDING VAN EEN KORT TEKSTBERICHT IN GEVAL VAN DREIGEND GEVAAR OF GROTE RAMP	ARRÊTÉ ROYAL RELATIF A L'ENVOI D'UN MESSAGE TEXTE COURT EN CAS DE DANGER IMMINENT OU DE CATASTROPHE MAJEURE
VERSLAG AAN DE KONING	RAPPORT AU ROI
Sire,	Sire,
Algemeen	Généralités
Het onderhavige ontwerp van koninklijk besluit heeft tot doel artikel 106/1, § 1, vierde lid, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie (verder "de wet"), zoals aangenomen door de wet van 7 december 2016, uit te voeren.	Le présent projet d'arrêté royal vise à exécuter l'article 106/1, § 1 ^{er} , alinéa 4, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques (ci-après la « loi »), tel qu'adopté par la loi du 7 décembre 2016.
Dat artikel bevat de principiële verplichting ten laste van de operatoren die openbare mobiele elektronische-communicatiediensten verstrekken en die van de autoriteiten een verzoek ontvangen via het centrale communicatieplatform van de minister die bevoegd is voor Binnenlandse Zaken (het BE-Alert-platform), om berichten aan de bevolking te verspreiden om ze te waarschuwen in geval van dreigend gevaar of grote ramp en om ze te informeren teneinde de gevolgen ervan te beperken, alsook testberichten.	Cet article contient l'obligation de principe, à charge des opérateurs fournissant des services de communications électroniques mobiles accessibles au public, qui reçoivent une demande des autorités par l'intermédiaire de la plateforme centrale de communication du ministre ayant l'intérieur dans ses attributions (la plateforme BE-Alert), de diffuser des messages à la population pour l'alerter en cas de danger imminent ou de catastrophe majeure et pour l'informer afin d'en limiter les conséquences, ainsi que des messages de test.
Artikelsgewijze bespreking	Commentaire article par article
Artikel 1.	Article 1^{er}.
Aangezien het koninklijk besluit naar de wet verwijst, zijn de definities van in artikel 2 van deze wet, ook van toepassing op het onderhavige koninklijk besluit (definitie van "minister", "Instituut", "eindgebruikers", enz.).	Vu que l'arrêté royal renvoie à la loi, les définitions reprises à l'article 2 de cette loi s'appliquent également au présent arrêté royal (définition de « ministre », « Institut », « utilisateurs finals », etc.).
Artikel 1 definieert de spelers die tussenbeide komen in de verzending van het bericht, namelijk de autoriteiten die bevoegd zijn voor de waarschuwing en inlichting van de bevolking	L'article 1 ^{er} définit les acteurs qui interviennent dans l'envoi du message, à savoir les autorités compétentes pour l'alerte et l'information de la population en cas de situation d'urgence, la

in geval van een dringende situatie, het BE-Alert-platform en de mobiele operatoren.	plateforme BE-Alert et les opérateurs mobiles.
Art. 2.	Art. 2.
<p>Artikel 106/1, § 1, vierde lid, van de wet belast de Koning ermee per soort van mobiele elektronische-communicatiedienst, de nadere regels te bepalen van de verplichting die bedoeld is in het eerste lid van die paragraaf. Het onderhavige besluit preciseert daarbij dat het enkel doelt op de mobiele elektronische-communicatiedienst waarmee een kort tekstbericht kan worden verstuurd. In de praktijk en op dit moment gaat het, wat de mobiele 2G-technologie betreft, om de verzending van sms'en (maximaal 160 karakters). Er zijn nog andere mobiele technologieën op de markt waarmee korte tekstberichten verzonden kunnen worden, elk met haar specifieke eigenschappen, maar vergelijkbaar met de 2G-technologie. Elke mobiele operator zal optreden binnen de limieten van de technologie die gebruikt wordt door zijn netwerk en zijn diensten.</p>	<p>L'article 106/1, § 1^{er}, alinéa 4, de la loi charge le Roi de déterminer, par type de service de communications électroniques mobile, les modalités de l'obligation visée au premier alinéa de ce paragraphe. Le présent arrêté précise à cet égard qu'il vise uniquement le service de communications électroniques mobile permettant d'envoyer un message texte de type court. En pratique et à l'heure actuelle, pour ce qui concerne la technologie mobile 2G, il s'agit de l'envoi de SMS (maximum 160 caractères). D'autres technologies mobiles sur le marché permettent l'envoi de messages texte courts, chacune avec ses spécificités mais similaires à la technologie 2G. Chaque opérateur mobile agira dans les limites de la technologie utilisée par son réseau et ses services.</p>
<p>Een mobiele operator heeft twee keuzemogelijkheden. Ofwel verzendt hij zelf het korte tekstbericht aan zijn eindgebruikers op verzoek van het BE-Alert-platform en in dat geval wordt hij aangeduid als een actieve mobiele operator. Deze mogelijkheid bestaat voor de "MNO's" ("<i>Mobile Network Operators</i>") en sommige "MVNO's" ("<i>Mobile Virtual Network Operators</i>"), namelijk zij die over de nodige netwerkapparatuur beschikken. Ofwel komt hij met de MNO waarvan hij afhangt overeen dat deze laatste voor zijn rekening het korte tekstbericht naar zijn eindgebruikers verzendt en dan is hij geen actieve mobiele operator. Sommige "MVNO's" zijn immers technisch niet in staat om aan hun eindgebruikers een kort tekstbericht te versturen, omdat ze niet over de nodige netwerkapparatuur beschikken. Andere MVNO's zouden dat technisch gezien wel kunnen maar zouden er de voorkeur aan kunnen geven dat hun MNO dat in hun plaats doet. De MNO en zijn MVNO zullen in een overeenkomst moeten vastleggen wie de kosten voor het verzenden van de berichten op zich neemt. Daarbij dient eraan te worden herinnerd dat artikel 106/1, § 3, van de wet voorschrijft: "De operatoren bedoeld in paragraaf 1, eerste</p>	<p>Un opérateur mobile a le choix entre deux options. Soit il envoie lui-même le message texte court à ses utilisateurs finals à la demande de la plateforme Be-Alert, auquel cas il est qualifié d'opérateur mobile actif. Cette possibilité existe pour les « MNOs » (« <i>Mobile Network Operators</i> ») et certains « MVNOs » (« <i>Mobile Virtual Network Operators</i> »), c'est-à-dire ceux qui disposent de l'équipement réseau nécessaire. Soit il convient avec le MNO dont il dépend que ce dernier enverra pour son compte le message texte court à ses utilisateurs finals et n'est alors pas un opérateur mobile actif. Certains « MVNOs » ne sont en effet pas techniquement en mesure d'envoyer un message texte court à leurs utilisateurs finals car ils ne disposent pas de l'équipement de réseau nécessaire. D'autres MVNOs pourraient le faire sur le plan technique mais pourraient préférer que leur MNO le fasse à leur place. La prise en charge du coût d'envoi des messages devra faire l'objet d'un accord entre le MNO et son MVNO. Il faut à cet égard rappeler que l'article 106/1, § 3, de la loi prévoit que « Les opérateurs visés au paragraphe 1er, alinéa 1er, prennent en charge les coûts [...] 3^o de diffusion des messages émanant de la plateforme</p>

<p>lid, nemen de kosten ten laste : [...] 3° voor het verspreiden van de berichten uitgaande van het centrale communicatieplatform naar de betrokken bevolking, evenals van elke andere uitwisseling van informatie tussen dat platform en de operatoren”. Welnu, de operatoren bedoeld in artikel 106/1, § 1, omvatten zowel de MNO's als de MVNO's.</p>	<p>centrale de communication vers la population concernée, ainsi que tout autre échange d'information entre cette plateforme et les opérateurs ». Or les opérateurs visés à l'article 106/1, § 1^{er}, incluent tant les MNOs que les MVNOs.</p>
<p>Het koninklijk besluit schrijft voor dat het de actieve mobiele operator vrij staat om te plannen hoe hij het bericht wil verzenden. Het koninklijk besluit stelt echter een aantal limieten.</p>	<p>L'arrêté royal prévoit que l'opérateur mobile actif est libre de s'organiser comme il l'entend pour l'envoi du message. L'arrêté royal pose cependant certaines limites.</p>
<p>Ten eerste moet hij in het kader van het onderhavige besluit een bericht aan een eindgebruiker kunnen sturen, indien hij deze eindgebruiker commercieel in staat stelt om een dergelijk bericht te ontvangen. Dit geldt niet alleen voor de huidige technologieën maar ook voor de toekomstige technologieën en de nieuwe diensten die gelanceerd zouden worden. Het koninklijk besluit verplicht de actieve mobiele operatoren echter niet om het bericht meermaals via de verschillende beschikbare technologieën aan een eindgebruiker te verzenden. De operator kan zich ertoe beperken het bericht één keer aan de eindgebruiker te versturen via de technologie van zijn keuze. Hij mag evenwel niet ervoor kiezen een bericht via een bepaalde technologie te verzenden, wanneer de apparatuur van de eindgebruiker niet in staat is om dat bericht volgens die technologie te ontvangen.</p>	<p>Premièrement, il doit pouvoir envoyer un message à un utilisateur final dans le cadre du présent arrêté, si, à titre commercial, il permet à cet utilisateur final de recevoir un tel message. Ceci vaut non seulement pour les technologies actuelles mais également pour les technologies à venir et les nouveaux services qui seraient lancés. L'arrêté royal n'impose cependant pas aux opérateurs mobiles actifs d'envoyer à un utilisateur final le message plusieurs fois par les différentes technologies disponibles. L'opérateur peut se contenter d'envoyer le message à l'utilisateur final une seule fois par la technologie de son choix. Mais il ne peut pas choisir d'envoyer un message selon une technologie déterminée, si l'équipement de l'utilisateur final n'est pas en mesure de recevoir ce message selon cette technologie.</p>
<p>Ten tweede mag de actieve mobiele operator geen onderscheid maken tussen de eindgebruikers aan wie hij een bericht stuurt (bijvoorbeeld het bericht zo snel mogelijk verzenden aan premiumklanten), tenzij dat onderscheid wordt verklaard door technologische redenen (bijvoorbeeld een onderscheid tussen een persoon die een abonnement heeft genomen waarmee hij enkel de 2G-technologie kan gebruiken en een persoon die een abonnement heeft om de 3G-technologie te gebruiken). Het zal de taak zijn van het Instituut, dat belast is met de controle van het onderhavige besluit, om alle eventuele gevallen van klacht ter zake te onderzoeken.</p>	<p>Deuxièmement, l'opérateur mobile actif ne peut par faire de distinction entre les utilisateurs finals auxquels il envoie un message (par exemple envoyer le message plus rapidement à des clients premium), sauf si cette distinction s'explique par des motifs technologiques (par exemple une distinction entre une personne qui a souscrit un abonnement ne lui permettant d'utiliser que la technologie 2G et une personne qui a souscrit un abonnement pour utiliser la technologie 3G). Il reviendra à l'Institut, qui est chargé du contrôle du présent arrêté, d'examiner tout cas éventuel de plainte à cet égard.</p>
<p>Ten slotte herinneren we eraan dat artikel</p>	<p>Rappelons finalement que l'article 106/1 de la</p>

<p>106/1 van de wet reeds bepaalt dat de mobiele operatoren “hun netwerken en diensten ter beschikking [stellen] van het centrale communicatieplatform van de minister tot wiens bevoegdheid Binnenlandse Zaken behoort, teneinde” de autoriteiten “<u>permanent</u> in staat te stellen” (door ons onderstreept) om berichten te verzenden. Dat betekent dus in de praktijk dat de operatoren permanent in staat moeten zijn om berichten te verzenden, los van de ontwikkeling van hun netwerk.</p>	<p>loi prévoit déjà que les opérateurs mobiles «mettent leurs réseaux et services à la disposition de la plateforme centrale de communication du ministre ayant l’Intérieur dans ses attributions, de manière à permettre <u>en permanence</u>» (c’est nous qui soulignons) aux autorités d’envoyer des messages. Cela signifie donc en pratique que les opérateurs doivent être en permanence en mesure d’envoyer des messages, indépendamment du développement de leur réseau.</p>
<p>De actieve mobiele operator moet op zijn kosten de beveiligde verbinding tot stand brengen tussen zijn Alert-SMS-berichtencentrum en het BE-Alert-platform.</p>	<p>C’est l’opérateur mobile actif qui doit mettre en place, à sa charge, la liaison sécurisée entre son centre de messagerie Alert-SMS et la plateforme Be-Alert.</p>
<p>Art. 3</p>	<p>Art. 3</p>
<p>Men zou zich kunnen inbeelden dat een situatie van dreigend gevaar of grote ramp zich voordoet op een grondgebied dat zich over verschillende taalgebieden uitstrekt. In dat geval zal de autoriteit die vraagt een bericht te verzenden en wenst dat het bericht in verschillende talen in verschillende gedeelten van het betrokken gebied wordt verzonden, moeten bepalen in welke taal of talen het bericht moet worden verstuurd in de verschillende gedeelten van het gebied.</p>	<p>On pourrait imaginer qu’une situation de danger imminent ou de catastrophe majeure se produise sur un territoire qui déborde sur plusieurs régions linguistiques. Dans ce cas, l’autorité qui demande l’envoi du message et qui souhaiterait que le message soit envoyé dans différentes langues dans différentes parties de la zone concernée, devra déterminer dans quelle(s) langue(s) le message doit être envoyé dans les différentes parties de la zone.</p>
<p>Een eerste bericht kan worden verzonden aan alle eindgebruikers die zich in een geografisch gebied bevinden. De autoriteit zou later, in bepaalde omstandigheden, de mobiele operatoren kunnen vragen om een tweede bericht te verzenden (een daaropvolgend bericht) aan alle personen die zich aanvankelijk in de betrokken zone bevonden, ongeacht de plaats waar ze zich bevinden op het moment dat het daaropvolgende bericht wordt verzonden (bijvoorbeeld een bericht zoals “keer terug naar huis”). In dat geval zal de autoriteit een geografisch gebied opgeven voor het eerste bericht, maar niet voor het daaropvolgende bericht.</p>	<p>Un premier message peut être envoyé à tous les utilisateurs finals qui se trouvent dans une zone géographique. L’autorité pourrait ultérieurement, dans certaines situations, demander aux opérateurs mobiles d’envoyer un deuxième message (un message subséquent) à toutes les personnes qui se trouvaient initialement dans la zone concernée, peu importe l’endroit où elles se trouvent lors de l’envoi du message subséquent (par exemple un message tel que «rentrez chez vous»). Dans ce cas, alors que l’autorité indique une zone géographique pour le premier message, ce ne sera pas le cas pour le message subséquent.</p>
<p>Art. 4</p>	<p>Art. 4</p>
<p>De operator bepaalt met zo’n klein mogelijk risico voor fouten de eindgebruikers die zich op een gegeven moment in de bepaalde zone bevinden.</p>	<p>L’opérateur détermine, avec le moins de risque d’erreur possible, les utilisateurs finals qui se trouvent dans la zone déterminée à un moment donné.</p>

Art. 5 en 6	Art. 5 et 6
Deze artikelen behoeven geen commentaar.	Ces articles n'appellent pas de commentaires.
Art. 7	Art. 7
Wat de tests betreft moet een onderscheid worden gemaakt tussen twee hypothesen:	Concernant les tests, il faut distinguer deux hypothèses :
1) het Coördinatie- en Crisiscentrum van de Regering vraagt de actieve mobiele operatoren om tests te verrichten, of;	1) le Centre gouvernemental de Coordination et de Crise demande aux opérateurs mobiles actifs de faire des tests, ou ;
2) een actieve mobiele operator vraagt aan het Coördinatie- en Crisiscentrum van de Regering de toestemming om zulke tests te verrichten met effectieve verzending van een testbericht aan de bevolking (andere personen dan personeelsleden van de operator).	2) un opérateur mobile actif demande au Centre gouvernemental de Coordination et de Crise l'autorisation de procéder à de tels tests avec envoi effectif d'un message test à la population (autres personnes que des membres du personnel de l'opérateur).
Art. 8	Art. 8
De wachtdienst van de operator moet alles in het werk stellen om de problematiek met betrekking tot de verzending van het bericht te regelen. Er wordt hierbij bijvoorbeeld gedacht aan een storing op de verbinding of bij de automatische communicatie tussen het BE-Alert-platform en de actieve mobiele operator.	Le service de garde de l'opérateur doit tout mettre en œuvre pour régler la problématique concernant l'envoi du message. On pense par exemple à une perturbation de la liaison ou de la communication automatique entre la plateforme BE-Alert et l'opérateur mobile actif.
Art. 9	Art. 9
Dit artikel behoeft geen commentaar.	Cet article n'appelle pas de commentaires.

Dit zijn, Sire, de voornaamste bepalingen van het besluit dat aan Uwe Majesteit ter goedkeuring wordt voorgelegd.	Telles sont, Sire, les principales dispositions de l'arrêté soumis à l'approbation de Votre Majesté.
Ik heb de eer te zijn,	J'ai l'honneur d'être,
Sire,	Sire,
van Uwe Majesteit,	de Votre Majesté,
de zeer eerbiedige,	le très respectueux
en zeer getrouwe dienaar,	et très fidèle serviteur,
De Vice-eersteminister en Minister van Ontwikkelingssamenwerking, Digitale Agenda, Telecom en Post,	Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Coopération au développement, de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste,
A. DE CROO	A. DE CROO
De Vice-eersteminister en Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken,	Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur,
J. JAMBON	J. JAMBON

KONINKRIJK BELGIE	ROYAUME DE BELGIQUE
FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, KMO, MIDDENSTAND EN ENERGIE	SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE, PME, CLASSES MOYENNEES ET ENERGIE
FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN	SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR
ONTWERP VAN KONINKLIJK BESLUIT BETREFFENDE DE VERZENDING VAN EEN KORT TEKSTBERICHT IN GEVAL VAN DREIGEND GEVAAR OF GROTE RAMP	PROJET D'ARRETE ROYAL RELATIF A L'ENVOI D'UN MESSAGE TEXTE COURT EN CAS DE DANGER IMMINENT OU DE CATASTROPHE MAJEURE
FILIP, Koning der Belgen	PHILIPPE, Roi des Belges
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.	A tous, présents et à venir, Salut.
Gelet op de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, artikel 106/1, ingevoegd door de wet van 7 december 2016;	Vu la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, l'article 106/1, inséré par la loi du 7 décembre 2016 ;
Gelet op de impactanalyse van de regelgeving uitgevoerd overeenkomstig de artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;	Vu l'analyse d'impact de la réglementation réalisée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative ;
Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op XXX ;	Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le XXX ;
Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van XXX ;	Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le XXX ;
Gelet op het advies van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, gegeven op XXX ;	Vu l'avis de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, donné le XXX ;
Gelet op de raadpleging van XX tot XX van het Interministerieel Comité voor Telecommunicatie en Radio-omroep en Televisie;	Vu la consultation du XX au XX du Comité interministériel des Télécommunications et de la Radiodiffusion et la Télévision ;
Gelet op de raadpleging van het Overlegcomité van XXX ;	Vu la consultation du XXX du Comité de concertation;
Gelet op advies 56.310/4 van de Raad van State, gegeven op 4 juni 2014 met toepassing	Vu l'avis XX du Conseil d'Etat, donné le XX, en application de l'article 84, § 1 ^{er} , 2 ^o , des lois sur le

van artikel 84, § 2, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;	Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;
Op voordracht van de Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken en de Minister van Telecommunicatie en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,	Sur la proposition du Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur et du Ministre des Télécommunications et l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,
HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :	NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :
HOOFDSTUK 1 - Definities	CHAPITRE 1^{er} - Définitions
Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :	Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :
1° "de wet": de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie;	1° « la loi » : la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques ;
2° "autoriteit": een van de administratieve autoriteiten opgesomd in artikel 106/1, § 1, eerste lid, van de wet;	2° « autorité » : une des autorités administratives énumérées à l'article 106/1, § 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} , de la loi ;
3° "het BE-Alert-platform": het centrale communicatieplatform bedoeld in artikel 106/1, § 1, eerste lid, van de wet;	3° « la plateforme BE-Alert » : la plateforme centrale de communication visée à l'article 106/1, § 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} , de la loi ;
4° "mobiele operator": een operator die openbare mobiele elektronische-communicatiediensten aanbiedt.	4° « opérateur mobile » : un opérateur qui fournit des services de communications électroniques mobiles accessibles au public.
HOOFDSTUK 2 - Technische parameters	CHAPITRE 2 - Paramètres techniques
Art. 2. § 1. Elke mobiele operator vervult permanent een van de volgende twee voorwaarden:	Art. 2. § 1^{er}. Tout opérateur mobile remplit en permanence une des deux conditions suivantes :
1° ofwel verzendt hij op verzoek van het BE-Alert-platform zelf een kort tekstbericht aan zijn eindgebruikers, in welk geval hij wordt aangeduid als actieve mobiele operator;	1° soit, à la demande de la plateforme BE-Alert, il envoie lui-même un message texte court à ses utilisateurs finals, auquel cas il est qualifié d'opérateur mobile actif ;
2° ofwel waarborgt hij dat de actieve mobiele operator waarvan hij afhangt, dat bericht verzendt aan zijn eindgebruikers, waaronder ook de korte testtekstberichten.	2° soit, il s'assure que l'opérateur mobile actif dont il dépend envoie ce message à ses utilisateurs finals, en ce compris les messages texte courts de test.
§ 2. De actieve mobiele operator kan de	§ 2. L'opérateur mobile actif peut déterminer la

manier bepalen waarop het bericht wordt verzonden, met naleving van de volgende voorwaarden:	manière dont le message est envoyé, dans le respect des conditions suivantes :
1° wanneer hij het voor een eindgebruiker mogelijk maakt in het kader van een commerciële dienst waarin mobiele telefonie begrepen is, om een kort tekstbericht te ontvangen, ongeacht de gebruikte technologie, moet hij ook in staat zijn om hem een kort tekstbericht te sturen in het kader van dit besluit, volgens de technologie van zijn keuze maar voor zover de mobiele eindapparatuur van deze gebruiker technisch in staat is om het bericht te ontvangen;	1° lorsqu'il permet à un utilisateur final, dans le cadre d'un service commercial qui inclut la téléphonie mobile, de recevoir un message texte court, quelle que soit la technologie utilisée, il doit également être en mesure de lui envoyer un message texte court dans le cadre du présent arrêté, selon la technologie de son choix mais pour autant que l'équipement terminal mobile de cet utilisateur soit techniquement capable de recevoir le message ;
2° hij maakt geen onderscheid tussen de eindgebruikers op het ogenblik van de verzending van het bericht, behalve indien een dergelijk onderscheid noodzakelijk is vanuit technisch oogpunt.	2° il ne fait pas de distinction entre les utilisateurs finals au moment de l'envoi du message, sauf lorsqu'une telle distinction est nécessaire d'un point de vue technologique.
§ 3. Elke actieve mobiele operator zorgt op zijn kosten voor een beveiligde verbinding tussen zijn Alert-SMS-berichtencentrum en het BE-Alert-platform.	§ 3. Chaque opérateur mobile actif assure, à sa charge, une liaison sécurisée entre son centre de messagerie Alert-SMS et la plateforme BE-Alert.
Hij maakt de accounts aan via welke het BE-Alert-platform toegang krijgt tot zijn Alert-SMS-berichtencentrum, waarbij hij het aantal en de benaming van deze accounts, zoals meegedeeld door het Coördinatie- en Crisiscentrum van de Regering, in acht neemt.	Il crée les comptes électroniques permettant à la plateforme BE-Alert d'accéder à son centre de messagerie Alert-SMS, en respectant le nombre et la dénomination de ces comptes, tels que communiqués par le Centre gouvernemental de Coordination et de Crise.
HOOFDSTUK 3. – Nadere regels voor de verzending van het bericht	CHAPITRE 3. – Modalités d'envoi du message
Art. 3. De actieve mobiele operator verzendt een kort tekstbericht aan zijn eindgebruikers zodra de autoriteit hem de volgende informatie meedeelt, via het BE-Alert-platform:	Art. 3. L'opérateur mobile actif envoie un message texte court à ses utilisateurs finals dès que l'autorité lui communique les informations suivantes, par le biais de la plateforme BE-Alert :
1° de inhoud van het te verzenden bericht, eventueel in verschillende talen;	1° le contenu du message à envoyer, le cas échéant dans plusieurs langues ;
2° het geografische gebied waarin het bericht verzonden moet worden, behalve eventueel in geval van verzending van een daaropvolgend bericht;	2° la zone géographique dans laquelle le message doit être envoyé, sauf, le cas échéant, en cas d'envoi d'un message subséquent ;
3° indien het bericht in verschillende talen	3° si le message doit être envoyé dans différentes

moet worden verstuurd in verschillende delen van het betrokken geografische gebied, het grondgebied dat door deze verschillende delen wordt gedekt en de taal of talen van het bericht in deze verschillende delen.	langues dans différentes parties de la zone géographique concernée, le territoire couvert par ces différentes parties et la langue ou les langues du message dans ces différentes parties.
De actieve mobiele operatoren stellen alles in het werk om het verzoek van de autoriteit uit te voeren.	Les opérateurs mobiles actifs mettent tout en œuvre pour exécuter la demande de l'autorité.
Wanneer het technisch niet mogelijk is om het korte tekstbericht enkel in het door de autoriteit afgebakende geografische gebied te verzenden, versturen de actieve mobiele operatoren het bericht ten minste binnen dat gebied.	Lorsqu'il n'est techniquement pas possible d'envoyer le message texte court uniquement dans la zone géographique délimitée par l'autorité, les opérateurs mobiles actifs envoient le message au moins dans cette zone.
Art. 4. De actieve mobiele operatoren zoeken in hun databank de identificatiegegevens op van alle eindgebruikers die aanwezig zijn in het gebied dat door de autoriteit is opgegeven.	Art. 4. Les opérateurs mobiles actifs recherchent dans leurs bases de données les identifiants de tous les utilisateurs finals présents dans la zone indiquée par l'autorité.
Zij exploiteren hun databank op zo'n manier dat de nauwkeurigheid en het bijwerken van de gegevens van de eindgebruikers gemaximaliseerd worden.	Ils exploitent leurs bases de données de manière à maximiser la précision et la mise à jour des données des utilisateurs finals.
Art. 5. De actieve mobiele operatoren verzenden het korte tekstbericht overeenkomstig de nieuwste technieken ter zake.	Art. 5. Les opérateurs mobiles actifs transmettent le message texte court conformément à l'état de l'art en la matière.
Zij verzenden het bericht op het netwerk met voorrang op andere berichten en realtime, dat wil zeggen rekening houdende met de minimumduur die nodig is om de verschillende verrichtingen te doen om het bericht te versturen, volgens de correcte manier, zonder onderbreking en met inzet van de gepaste middelen en het geschikte personeel.	Ils envoient le message sur le réseau en priorité à tout autre message et en temps réel, c'est-à-dire en tenant compte de la durée minimale nécessaire pour réaliser les différentes opérations à effectuer afin d'envoyer le message, selon les règles de l'art, sans interruption et en mettant en œuvre les moyens et le personnel adéquats.
De actieve mobiele operatoren en het Coördinatie- en Crisiscentrum van de Regering, komen in overleg met het Instituut overeen hoe de verzender wordt geïdentificeerd.	Les opérateurs mobiles actifs et le Centre gouvernemental de Coordination et de Crise, en concertation avec l'Institut, conviennent de l'identification de l'expéditeur.
Bij ontstentenis van een overeenkomst tussen de actieve mobiele operatoren en het Coördinatie- en Crisiscentrum van de Regering, en na advies van het Instituut,	A défaut d'accord entre les opérateurs mobiles actifs et le Centre gouvernemental de Coordination et de Crise, et après avis de l'Institut, le ministre et le ministre ayant

bepalen de minister en de minister die bevoegd is voor Binnenlandse Zaken de identificatie van de verzender.	l'Intérieur dans ses attributions fixent l'identification de l'expéditeur.
Art. 6. Na het bericht te hebben verzonden en binnen de termijn vastgesteld door het Coördinatie- en Crisiscentrum van de Regering verstrekken de actieve mobiele operatoren aan het BE-Alert-platform een uitvoerig verslag dat melding maakt van het aantal verzonden korte tekstberichten, het aantal bereikte eindgebruikers, alsook het ogenblik van de werkelijke verzending van het bericht.	Art. 6. Après avoir envoyé le message et dans le délai fixé par le Centre gouvernemental de Coordination et de crise, les opérateurs mobiles actifs fournissent à la plateforme BE-Alert un rapport détaillé comprenant le nombre de messages texte courts envoyés, le nombre d'utilisateurs finals atteints ainsi que le moment de l'envoi réel du message.
HOOFDSTUK 4. - Preventie en oplossing van de problemen	CHAPITRE 4. - Prévention et résolution des difficultés
Art. 7. § 1. De actieve mobiele operatoren voeren tests uit op verzoek van het Coördinatie- en Crisiscentrum van de Regering, dat de praktische werkwijze voor deze tests vaststelt. Deze tests worden ten hoogste 4 keer per jaar georganiseerd.	Art. 7. §1^{er}. Les opérateurs mobiles actifs effectuent des tests à la demande du Centre gouvernemental de Coordination et de Crise, qui fixe les modalités de ces tests. Ces tests sont organisés au maximum 4 fois par an.
Actieve mobiele operatoren die in het kader van een test op eigen initiatief daadwerkelijk korte testtekstberichten wensen te verzenden, eventueel ook aan de eindgebruikers van de mobiele operatoren die van hun netwerk afhangen, krijgen vooraf de toestemming van het Coördinatie- en Crisiscentrum van de Regering.	L'opérateur mobile actif qui souhaite, dans le cadre d'un test d'initiative, envoyer effectivement des messages texte courts de tests à ses utilisateurs finals, le cas échéant aussi aux utilisateurs finals des opérateurs mobiles qui dépendent de son réseau, obtient au préalable l'accord du Centre gouvernemental de Coordination et de Crise.
§ 2. De tests vinden plaats met inachtneming van de volgende voorwaarden:	§ 2. Les tests s'effectuent dans le respect des conditions suivantes :
1° Het korte testtekstbericht bevat ten minste het woord "TEST" aan het begin van het bericht;	1° Le message texte court de test comprend au minimum le mot « TEST » au début du message ;
2° Het korte testtekstbericht wordt verzonden met dezelfde parameters als een kort tekstbericht in geval van dreigend gevaar of een grote ramp.	2° Le message texte court de test est envoyé avec les mêmes paramètres qu'un message texte court en cas de danger imminent ou de catastrophe majeure.
Art. 8. Elke actieve mobiele operator stelt op zijn kosten een wachtdienst in waartoe het Coördinatie- en Crisiscentrum van de Regering of zijn afgevaardigde permanent en minstens telefonisch toegang heeft.	Art. 8. Chaque opérateur mobile actif met en place, à sa charge, un service de garde, auquel le Centre gouvernemental de Coordination et de Crise ou son délégué a accès en permanence et au moins par téléphone.

Hij deelt onverwijld de contactgegevens van deze wachtdienst alsook alle eventuele wijzigingen van deze gegevens aan dit centrum mee.	Il lui communique sans délai les coordonnées de contact de ce service de garde ainsi que toutes éventuelles modifications de ces coordonnées.
De wachtdienst is in staat om de parameters die worden meegedeeld door het Coördinatie- en Crisiscentrum van de Regering of van zijn afgevaardigde te gebruiken, om de verzending van het korte tekstbericht te garanderen in omstandigheden die zo dicht mogelijk de omstandigheden rond de automatische verzending van het bericht via het BE-Alert-platform benaderen.	Le service de garde est en mesure d'utiliser les paramètres communiqués par le Centre gouvernemental de Coordination et de Crise ou son délégué, afin d'assurer l'envoi du message texte court dans des conditions les plus proches possibles de celles entourant l'envoi automatique du message via la plateforme BE-Alert.
HOOFDSTUK 5. - Slotbepalingen	CHAPITRE 5. - Dispositions finales
Art. 9. De minister bevoegd voor Telecommunicatie is belast met de uitvoering van dit besluit.	Art. 9. Le ministre qui a les télécommunications dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Gegeven te Brussel, op	Donné à Bruxelles, le
Van Koningswege :	Par le Roi :
De Vice-eersteminister en Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken,	Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur,
J. JAMBON	J. JAMBON
De Vice-eersteminister en Minister van Ontwikkelingssamenwerking, Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post,	Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Coopération au développement, de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste,
A. DE CROO	A. DE CROO